

conditions de travail
emplois salaires



Grève le 9 avril !

Suite à l'appel à une journée de grève interprofessionnelle et de manifestations, pour lutter contre l'austérité et ses impacts destructeurs, les organisations syndicales de la Fonction publique CGT, FO, Solidaires, FA-FP et FSU appellent l'ensemble des agents, actifs et retraités, à se mobiliser pour l'emploi, les conditions de travail et les salaires et à être en grève le 9 avril.

Les choix économiques opérés par le gouvernement non seulement ne sont pas efficaces pour résorber le chômage, mais ils aggravent les conditions de vie des salariés, des jeunes, des retraités, des demandeurs d'emploi : blocage des rémunérations et des pensions, multiplication des plans sociaux, diminution des prestations sociales alors que dans le même temps, des allègements de charges et des exonérations sont offerts aux employeurs sans contreparties.

Dans la fonction publique, c'est la baisse du pouvoir d'achat avec le gel du point d'indice depuis 2010 et l'augmentation des retenues pour pension, les suppressions de postes dans certains services et ministères qui dégradent les conditions de travail. Et des réformes, dont celle de l'organisation territoriale, risquent d'impacter la présence des services publics de proximité, diminuer l'emploi public créant un climat anxigène chez les agents.

Le 9 avril est une première étape d'un processus de mobilisation des salariés du privé et du public, pour obtenir des créations d'emplois, construire des alternatives aux politiques économiques, préserver les droits et tous les régimes sociaux, garantir et promouvoir le service public, l'augmentation des salaires (dans le public et le privé) et garantir les retraites, les pensions et les minimas sociaux.

La FSU s'inscrit dans cette mobilisation et appelle les personnels à être en grève et à participer aux manifestations.

les raisons d'un mouvement

**Salaires :
inverser la pente !**

Pas de changement pour la politique salariale : point d'indice gelé et nouvelle augmentation de la retenue pour pension de 0,4 point, les traitements nets des stagiaires et titulaires vont de nouveau diminuer de près de 0,5%. Il nous manque deux mois de salaire par an si l'on compare les rémunérations actuelles à celles de l'an 2000 !

Menée au nom de la croissance et du développement de l'emploi, cette politique a pourtant fait la preuve de son échec. Sans même évoquer les difficultés rencontrées par un grand nombre d'agents de la fonction publique, la perte du pouvoir d'achat subie par cinq millions de salariés pèse sur l'activité d'autant que les mêmes orientations plombent aussi les salaires d'autres secteurs et les pensions de retraite.

**Le 9 avril :
tous ensemble !**

Dans le cadre de la journée interprofessionnelle de grève et de manifestations du 9 avril prochain, les agents de la Fonction publique ont toute leur place. C'est le sens de l'appel commun de 5 fédérations de la Fonction publique.

Face à la crise financière et alors que l'optimisation fiscale est devenue une règle de gestion de certaines entreprises encouragées par de trop nombreux états, les politiques d'austérité font porter les efforts sur les salarié-es et appauvrissent les services publics. C'est à la fois injuste et inefficace.

Public-privé

La pression est d'abord exercée sur les salaires. Tandis que les agents de la fonction publique connaissent depuis 2010 le gel du point d'indice, programmé pour se prolonger encore, les salarié-es du secteur privé se voient opposer la compétitivité des entreprises. Il leur faudrait accepter la baisse des salaires pour sauvegarder l'emploi. Cet argumentaire pourtant bien rodé ne correspond pas à la réalité tant l'appauvrissement des salariés devient un nouveau facteur récessif. Ensemble, nous devons le 9 avril contester l'opposition « emploi contre salaires ». Les retraité-es aussi sont concerné-es. Les réformes successives des retraites ont réduit les pensions. Et celles-ci sont gelées en 2015 ; pour la suite l'indexation sur les prix pourrait être remise en cause.

**Pour l'emploi public et les
conditions de travail.**

Dans un secteur prioritaire comme celui de l'éducation, il y a certes chaque année depuis 2012 des créations d'emplois, mais pour l'essentiel mobilisées pour rétablir la formation initiale, elles sont insuffisantes pour faire face à la hausse démographique et répondre aux besoins comme, par exemple, dans l'éducation prioritaire. Le nombre d'élèves par classe va poursuivre sa progression, rendant d'autant plus difficiles les conditions d'étude et plus lourdes les conditions de travail des personnels. Et la faiblesse des salaires compromet elle-même la priorité gouvernementale accordée à la jeunesse puisque l'on ne parvient plus à recruter l'ensemble des enseignants dont on a besoin. Dans les autres secteurs, les réductions se poursuivent mettant les services en difficulté pour accomplir leurs missions. Les suppressions d'emplois annoncées à l'hôpital sont de ce point de vue, éclairantes. Et si le service public est le bien commun de ceux qui n'en ont pas, le 9 avril nous défendrons les valeurs de la république.



**Avec la FSU,
pour le Service Public !**

